

DOCUMENT
DOCUMENT
DOCUMENT

L'IDÉOLOGIE DE LA MONDIALISATION
EST MORTE

ÁLVARO GARCÍA LINERA

L'IDÉOLOGIE DE LA MONDIALISATION EST MORTE

ÁLVARO GARCÍA LINERA *

La frénésie pour un imminent monde sans frontières, le tumulte pour le constant démantèlement des États-nations au nom de la liberté d'entreprendre et la quasi-religieuse certitude que la société mondiale finirait par s'homogénéiser comme un unique espace économique, financier et culturel intégré, finissent de s'effondrer face à la stupeur déconcertante des élites mondialisées de la planète.

La renonciation de la Grande-Bretagne à continuer d'être à l'intérieur de l'Union Européenne (le projet le plus important d'unification étatique des cent dernières années) et la victoire électorale de Trump (qui a brandi le drapeau

d'un retour au protectionnisme économique, a annoncé le retrait des traités de libre commerce et a promis la construction d'anachroniques murailles frontalières) ont anéanti la plus grande et la plus réussie illusion libérale de notre époque. Et que tout cela provienne des deux nations qui 35 ans auparavant, vêtis de leurs oripeaux guerriers, annoncèrent l'avènement du libre commerce et de la mondialisation comme l'inévitable rédemption de l'humanité, nous renseigne sur un monde qui s'est inversé ou, pire encore, qui a épuisé les illusions qui le maintinrent éveillé durant un siècle.

La mondialisation comme objectif-récit, c'est-à-dire, comme

* MATHÉMATICIEN ET SOCIOLOGUE BOLIVIEN - VICE-PRÉSIDENT DE LA BOLIVIE.
Article paru dans *La Jornada* du 28-12-2016, Mexico.

horizon politique idéologique capable de canaliser les espérances collectives vers un destin unique qui permette d'accomplir toutes les possibles attentes de bien-être, a explosé en mille morceaux. Et aujourd'hui, il n'existe rien au niveau mondial qui articule ces espérances communes. On constate un repli craintif à l'intérieur des frontières et le retour à un type de tribalisme politique, alimenté par une colère xénophobe, face à un monde qui n'est déjà plus le monde de personne.

La dimension géopolitique du capitalisme

Celui qui a commencé l'étude de la dimension géographique du capitalisme fut Karl Marx. Son débat avec l'économiste Friedrich List sur le « capitalisme national », en 1847, et ses réflexions sur l'impact de la découverte de mines d'or en Californie dans le commerce trans-Pacifique avec l'Asie, en fait le premier et le plus précoce analyste des processus de mondialisation économique du régime capitaliste. De fait, son apport réside non pas dans la compréhension du caractère mondialisé du commerce qui commence avec l'invasion européenne en Amérique, mais dans la nature planétairement expansive de la propre production capitaliste.

Les catégories de subjugation formelle et réelle du processus de travail au capital avec lesquelles Marx dévoile la recomposition permanente du mode de production capitaliste, suppose la subjugation croissante de la force de travail, l'intelligence sociale et la terre, à la logique de l'accumulation patronale : c'est-à-dire la subordination des conditions d'existence de toute la planète à la valorisation du capital. Durant ses 350 premières années, la dimension géopolitique du capitalisme a avancé des cités-États à la dimension continentale et est déjà passé, durant les 150 dernières années, à une dimension planétaire.

La mondialisation économique (matérielle) est depuis inhérente au capitalisme. Son début peut être daté d'il y a 500 ans, date à partir de laquelle il commence à s'étendre, de manière fragmentée et contradictoire, qualificatifs toujours d'actualité.

Si nous suivons les schémas de Giovanni Arrighi, dans sa proposition de cycles systémiques d'accumulation capitaliste à la tête d'un État hégémonique : Gênes (xv^e et xvi^e siècles) ; Pays-Bas (xviii^e siècle), Angleterre (xix^e siècle) et États-Unis (xx^e siècle), chacune de ces hégémonies vint accompagnée d'une nouvelle dimension

de la mondialisation (d'abord commerciale, puis productive, technologique, cognitive et, finalement, environnementale) et d'une expansion territoriale des relations capitalistes. Cependant, ce qui constitue un événement récent dans cette mondialisation économique est sa construction comme projet politico-idéologique, espérance ou sens commun, c'est-à-dire comme horizon d'une époque capable d'unifier les croyances politiques et les attentes morales des hommes et des femmes appartenant à toutes les nations du monde.

La « fin de l'histoire »

La mondialisation comme récit ou idéologie d'époque n'a pas plus de 35 ans. Elle fut commencée par les présidents Ronald Reagan et Margaret Thatcher, liquidant l'État de bien-être, privatisant les entreprises étatiques, détruisant la force syndicale ouvrière et substituant le protectionnisme du marché interne par le libre marché, des éléments qui caractérisaient pourtant les relations économiques depuis la crise de 1929.

Bien sûr, ce fut un retour amplifié aux règles du libéralisme économique du XIX^e siècle, y compris la connexion en temps réel des marchés, la croissance du commerce en relation avec le produit intérieur brut (PIB)

mondial et l'importance des marchés financiers, qui étaient alors déjà présents. Cependant, ce qui différencie cette phase du cycle systémique avec celle qui a prévalu au XIX^e siècle fut l'illusion collective de la mondialisation, sa fonction idéologique légitimatrice et sa progression comme supposé destin naturel et final de l'humanité.

Et ceux qui s'affilièrent émotionnellement à cette croyance au libre marché comme salut final ne furent pas seulement les gouvernants et partis politiques conservateurs mais aussi les médias de communication, les centres universitaires, les commentateurs et les leaders sociaux. L'effondrement de l'Union Soviétique et le processus qu'Antonio Gramsci a appelé transformisme idéologique d'ex-socialistes devenus furibonds néolibéraux, a refermé le cercle de la victoire définitive du néolibéralisme mondialisé.

Évidemment ! Si sous les yeux du monde entier, l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques), qui était considérée jusqu'alors comme la référence alternative au capitalisme de la libre entreprise, abandonnait le combat et se rendait face à la fureur du libre marché et qu'en plus, les combattants pour un monde distinct, publiquement et sans faiblir, abjuraient leurs

convictions antérieures pour proclamer la supériorité de la mondialisation face au socialisme d'État, nous nous trouvons face à la constitution d'un récit parfait du destin « naturel » et irréversible du monde : le triomphe planétaire de la libre-entreprise.

L'affirmation de la « fin de l'histoire » hégélienne avec laquelle Francis Fukuyama caractérisa l'« esprit » du monde, avait tous les ingrédients d'une idéologie d'époque, d'une prophétie biblique : sa formulation comme projet universel, son affrontement contre un autre projet universel diabolisé (le communisme), la victoire héroïque (la fin de la guerre froide) et la reconversion des infidèles.

L'histoire était arrivée à son objectif : la mondialisation néolibérale. Et, à partir de ce moment, sans adversaires antagoniques à affronter, la question n'était déjà plus lutter pour un monde nouveau, mais simplement ajuster, administrer et perfectionner le monde actuel, puisqu'il n'y avait plus d'alternative face à lui. De cette manière, aucune lutte ne valait la peine stratégiquement, puisque tout ce qui serait tenté de faire pour changer le monde terminerait finalement soumis au destin inamovible de l'humanité qui était la mondialisation. Un conformisme passif a alors surgi et s'est emparé de toutes les

sociétés, non seulement des élites politiques et économiques, mais aussi de larges secteurs sociaux qui adhèrent moralement au récit dominant.

L'histoire sans fin ni destin

Aujourd'hui, quand retentissent encore les derniers pétards de la longue fête de « la fin de l'histoire », on constate que celui qui en est sorti vainqueur, la mondialisation néolibérale, est mort en laissant le monde sans fin ni horizon victorieux ; c'est-à-dire, sans aucun horizon. Donald Trump n'est pas le bourreau de l'idéologie triomphaliste de la libre entreprise, mais le médecin légiste qui doit officialiser un décès clandestin.

Les premiers symptômes de l'idéologie de la mondialisation se sont fait sentir au début du XXI^e siècle en Amérique latine, quand ouvriers, plébéiens urbains et rebelles indigènes ignorent l'injonction de fin de la lutte des classes et se liguent pour prendre le pouvoir de l'État. En combinant majorités parlementaires avec action de masses, les gouvernements progressistes et révolutionnaires développent une variété d'options postnéolibérales, en montrant que le libre marché est une perversion économique susceptible d'être remplacée par des modes de gestion beaucoup plus efficaces

pour réduire la pauvreté, générer l'égalité et impulser la croissance économique.

Avec cela, la « fin de l'histoire » commence à se montrer comme une singulière arnaque planétaire et à nouveau, la roue de l'histoire (avec des inépuisables contradictions et ses options ouvertes) se met en marche. Postérieurement, en 2009, aux États-Unis, l'État jusqu'alors vilipendé, est désormais dirigé par Barack Obama qui étatisait partiellement la banque et sort les banquiers privés de la faillite. L'efficacité entrepreneuriale, colonne vertébrale du démantèlement étatique néolibéral, est ainsi réduite à néant face à leur incapacité à administrer l'épargne des citoyens.

Puis, le ralentissement de l'économie mondiale survient, mais en particulier celui du commerce des exportations. Durant les vingt dernières années, celui croît du double du produit intérieur brut (PIB) annuel mondial, mais à partir de 2012, il égale à peine la croissance de celui-ci, et déjà en 2015, il est même inférieur, autre indice avec la libéralisation des marchés qui ne constitue déjà plus un moteur de l'économie planétaire ni une « preuve » de l'irrésistibilité de l'utopie néolibérale.

Enfin, les votants anglais et étatsuniens inclinant leurs choix

électoraux vers un repli autour d'États protectionnistes (si possible fortifiés), rendent visibles le mal-être déjà planétaire contre la dévastation des économies ouvrières et de classe moyenne, occasionné par le libre marché planétaire.

Aujourd'hui, la mondialisation ne représente déjà plus le paradis désiré dans lequel les espérances populaires sont incarnées, ni la réalisation du bien-être familial attendu. Les mêmes pays et bases sociales qui l'avaient arboré quelques décennies auparavant, se sont convertis en ses pires détracteurs. Nous nous trouvons face à la mort d'une des plus grandes arnaques idéologiques des derniers siècles.

Cependant, aucune frustration sociale ne reste impunie. Il existe un coût moral qui, jusqu'à ce moment, ne crée pas d'alternatives immédiates mais (c'est le chemin tortueux des choses) les ferme, au moins temporairement. Et la mort de la mondialisation comme illusion collective ne se voit pas confrontée à l'émergence d'une option capable de captiver et d'orienter la volonté désirable et l'espérance mobilisatrice des peuples victimes.

La mondialisation, comme idéologie politique, a triomphé sur la défaite de l'alternative du socialisme d'État ; c'est-à-dire, de l'étatisation des moyens de

production, le parti unique et l'économie planifiée par en haut. La chute du mur de Berlin, en 1989, met en scène cette capitulation. Alors, dans l'imaginaire planétaire, il ne restait qu'un seul chemin, un seul destin mondial. Ce qui se passe maintenant, c'est que cet unique destin triomphant s'effondre à son tour. C'est-à-dire que l'humanité reste sans destin, sans cap, sans certitude. Mais ce n'est pas la « fin de l'histoire » (comme le proclamaient les néolibéraux), mais la fin de la « fin de l'histoire ». C'est le néant de l'histoire.

168

Ce qui reste aujourd'hui dans les pays capitalistes, c'est une inertie sans conviction qui ne séduit pas, un bouquet décrépit d'illusions fanées et, dans la plume des scribes fossilisés, la nostalgie d'une mondialisation avortée qui ne concevra plus les destins.

Alors, avec le socialisme d'État qui a échoué et le néolibéralisme qui est mort par suicide, le monde reste sans horizon, sans futur, sans espérance mobilisatrice. C'est un temps d'incertitude absolue dans lequel, comme le pressentait William Shakespeare, « tout solide se dissipe dans

l'air ». Mais, c'est aussi un temps plus fertile parce qu'il n'y a plus de certitudes héritées dont il faut se saisir pour ordonner le monde. Ces certitudes, il faut les construire avec les particules chaotiques de ce nuage cosmique qui laisse derrière lui la mort de tous les récits précédents.

Quel sera le nouveau futur mobilisateur des passions sociales ? Impossible de le savoir. Tous les futurs sont possibles à partir du « néant » hérité. Le commun, le communautaire, le communiste est une de ces possibilités qui est nichée dans l'action concrète des êtres humains et dans son indispensable relation métabolique avec la nature.

Dans tous les cas, il n'existe pas de société humaine capable de se défaire de l'espérance. Il n'existe pas d'être humain qui puisse se priver d'un horizon, et aujourd'hui, nous sommes contraints d'en construire un. C'est le commun des humains et ce commun est ce qui peut nous mener à dessiner un nouveau destin distinct de cet émergent capitalisme errant qui finit de perdre la foi en lui-même.

*Traduit de l'espagnol par
Thomas Posado*